

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Dire « non » à la politique du gouvernement Valls :

Ce n'est pas s'opposer au PS, c'est le sauver

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 7 octobre 2014

Démocratie & Socialisme

Le gouvernement Valls n'émane pas du PS. Il lui a été imposé par le mécanisme non démocratique des institutions de la Ve République. Il ne rassemble pas les socialistes, mais une toute petite partie d'entre eux. Il ne correspond pas au « projet » des socialistes, ni au vote de ses congrès.

Le gouvernement Valls ne rassemble pas davantage la gauche, et encore moins les électeurs de gauche, il les décourage et les pousse à l'abstention. C'est un gouvernement qui repose sur une tête d'épingle, qui défend une politique qui n'a pas de majorité dans le pays.

Le gouvernement Valls mène une politique qui échoue tant sur la baisse des déficits que celle de la dette. Elle aggrave les inégalités et le chômage de masse. Elle suscite un mécontentement croissant, et va donc dans le mur.

Puisque ni le président ni le gouvernement ne veulent se rendre compte de l'impasse dans laquelle ils sont et nous enferment, il urge d'en sortir. **Chaque jour de plus de la politique du gouvernement Valls nous entraîne dans la catastrophe.** Il reste peu de temps pour corriger et sauver le quinquennat d'une débâcle complète.

Le débat d'idées et de conviction nous le menons tout le temps et partout, dans les institutions, dans le parti, dans les assemblées de la gauche, dans les luttes sociales. **Ça se joue dans les mois qui viennent, surtout pas en « attendant 2017 ».**

Mais s'il y a un endroit (en attendant une explosion sociale) où, à l'heure actuelle, il peut se dénouer c'est au Parlement. Il existe assez de députés convaincus pour refuser le budget « grec » catastrophique que le gouvernement veut imposer pour 2015 : 50 milliards en moins sur les besoins sociaux, Sécu, collectivités territoriales, fonctionnement des services de l'Etat, (allocations familiales) et 41 milliards donnés totalement en vain au Medef qui, avec la droite, en demande le double.

Alors le Premier secrétaire socialiste, non élu, JC Cambadélis a affirmé que si les députés votaient « non à la confiance » ils seraient exclus (scissionnant le parti) puis le Président a affirmé que si la confiance n'était pas votée, il dissoudrait l'Assemblée (la remettant à la droite UMP FN). Cette double menace est d'une grande violence antidémocratique.

C'est inadmissible de parler « exclusion » et « dissolution » face à la gravité de la crise morale, politique et sociale que nous vivons, dès que le débat sur une autre orientation à gauche s'impose. Ce caporalisme (qui sanctionne aussi des députés) est d'un autre âge. Ce côté totalitaire n'est ni social ni démocrate, il empêche tout débat, tout progrès, toute chance de nous sauver.

Alors les députés ont cherché un biais tactique pour se mettre d'accord entre eux et agir : sans voter « non », s'ils étaient assez nombreux (autour de 65, 70) pour s'abstenir, au prochain vote, celui du budget, celui-ci ne passerait pas.

On peut comprendre que les 100 députés mettent du temps pour se « trouver », et pour peser sur le fond. **On comprend les soucis tactiques forcément.** On sait hélas que face aux hésitations, le gouvernement Valls en joue et, propose de maigres contreparties, de maigres amendements qui ne modifient pas, même à la marge, la catastrophique orientation.

Mais il faut bien se décider à débattre, à se mettre d'accord et à sauter le pas. Il faut prendre des risques, car sinon la défaite, elle, est certaine. Au moins faut-il le dire, en faire prendre conscience, car le temps passe, d'autres

déroutes électorales sont possibles si on ne fait pas ce qu'il faut à temps.

Pour aider, il faut multiplier les rencontres roses, rouges, vertes, car il vaut mieux avoir, en faisant tomber Valls, un gouvernement alternatif prêt s'appuyant sur la majorité réelle existante du Parlement, EELV-PS-FdG.

Dans la construction indispensable, incontournable, urgente d'une unité rose rouge verte, on ne réglera pas tout, ni le passé, ni tout le futur, **ce qu'il faut c'est le présent, l'immédiat, un programme d'action court essentiel, sur deux ou trois questions essentielles** pour nos électeurs, pour les salariés, pour le pays. Un programme de gouvernement donnera confiance dans la mise en cause de Valls, dans la possibilité d'assumer sa chute, et réduira les risques d'une aventure de type exclusion et dissolution. Cela peut même convaincre le Président de ne pas faire un putsch suicidaire contre sa propre majorité de gauche.

On a besoin d'un « programme de gouvernement immédiat » avec une réforme fiscale, et une relance sociale (hausse des salaires, droit du travail, contrôle des licenciements, réduction du temps de travail) redistribuant les richesses pour que l'économie reparte. Ca redonnera confiance à gauche, donc dans le pays, ça repartira, la donne sera nouvelle.

La gauche socialiste doit se rassembler comme à Bellerive, et mieux qu'à Bierville et Vieux Boucau (Gard inclus). On n'a ni le temps ni les moyens de ne pas agir ensemble dans un « collectif » par delà nos différences - secondaires - d'approche.

À Bierville, dimanche 5 octobre, nous avons appelé à l'unité des socialistes, de la gauche socialiste et de toute la gauche (en présence de Pierre Laurent et d'Emmanuelle Cosse). À Vieux-Boucau, Guillaume Balas a expliqué à la presse qu'il voulait « un rassemblement de Laurent Baumel à Gérard Filoche ». Dans le Gard, Arnaud Montebourg a sans doute mieux à faire que d'attendre 2017, franchement c'est dans les mois qui viennent que tout se joue.

Nous proposons qu'il se mette en place un « collectif » de tous les socialistes contre l'austérité. De tous ceux qui veulent hâter des choix nouveaux. Qu'on coordonne organisationnellement nos efforts. Qu'on batte estrade communes. Pour ça, pas besoin de « chefs » de leaders, ni de « César » mais d'une volonté commune : halte à l'austérité, oui à un gouvernement de redistribution des richesses pour la relance.